

Présidence: M. Lucien Weiler, Président

Ordre du jour

- 1. Communications
- 2. Dépôt d'une proposition de loi
- 3. Ordre du jour
- 4. Dépôt d'une motion par M. Félix Braz
- 5. 5647 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique avec la Région wallonne, la Communauté française et la Communauté germanophone, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg relatif à la coopération dans les régions frontalières, conclu par échange de lettres le 23 mai 2005 à Luxembourg

(Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

- 6. 5737 - Projet de loi portant modification de la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection

(Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

- 7. 5654 - Projet de loi relatif à la construction d'un Centre de Rétention (Rapport de la Commission des Travaux publics - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

- 8. Ordre du jour

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

» M. le Président. - D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

1. Communications

Ech hu folgend Matdeelungen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Monsieur Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, a déposé au Greffe de la Chambre des Députés, en date du 9 juillet 2007, le projet de loi 5745 portant approbation de l'accord de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, pour lutter contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte à leurs intérêts financiers.

3) «Ce sont les peuples qui, par l'intermédiaire de leurs élus, pousseront les gouvernements à aller de l'avant. Il faut réunir dans une association interparlementaire les parlements de tous les pays où l'on parle français.» (Léopold Sedar Senghor, ancien Président du Sénégal)

L'Assemblée Parlementaire de la Francophonie (APF) fête son 40e anniversaire à Libreville (Gabon).

C'est à Luxembourg, en mai 1967, qu'a eu lieu l'assemblée constituante de l'APF qui réunissait alors les délégués de 23 sections issues de parlements d'Afrique, d'Amérique, d'Asie, d'Europe et d'Océanie. Son premier Président fut M. Victor Bodson, à l'époque Président de la Chambre des Députés.

Sur invitation de la section gabonaise la 33e session de l'APF et la 4e session du Parlement Francophone des Jeunes (PFJ) ont eu lieu à Libreville du 2 au 5 juillet 2007.

M. Abdou Diouf, Secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie, a salué le travail accompli par l'APF ces 40 dernières années.

«L'Assemblée Parlementaire de la Francophonie garantit le fonctionnement démocratique de notre organisation. Elle est le relais, le trait d'union, le trait de communion entre la Francophonie et ses peuples. Vous nourrissez nos décisions, à travers les avis et recommandations que vous transmettez à l'OIF. Vous alimentez notre réflexion. Et la liberté de ton, l'indépendance de parole qui sont les vôtres sont pour nous l'assurance d'une conscience en perpétuel éveil. Vous étayez nos actions dans ce combat commun au service de la diversité linguistique et culturelle, dans ce combat commun au service de la solidarité, de la démocratie, des droits de l'Homme et de la paix.»

La délégation luxembourgeoise, avec à sa tête M. Jos Scheuer, Vice-Président de la Chambre des Députés et Trésorier international de l'APF, se composait par ailleurs de M. Michel Wolter, Député, de Melle Sophie Wehenkel et de M. Antoine Lazzari, représentants luxembourgeois au PFJ, ainsi que de Mme Sonja Benassutti, secrétaire administrative de la section luxembourgeoise.

Les points à l'ordre du jour

Dans le cadre d'un débat sur les flux migratoires dans l'espace francophone, les délégués parlementaires ont entendu M. Brice Hortefeux, Ministre français de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Codéveloppement. L'APF a également étudié le thème de la protection des libertés individuelles dans le contexte du développement des technologies de l'information et de la communication, à partir notamment des législations française, québécoise et burkinabé.

Vigie de la démocratie politique, l'APF a examiné différentes situations politiques dans l'espace francophone. Réaffirmant sa vocation à être le Parlement des Assemblées de l'espace francophone, l'APF a tout d'abord levé la mesure de suspension des parlements de la République démocratique du Congo et de Mauritanie, à la suite des récents scrutins intervenus dans ces deux pays.

Elle a également adopté des résolutions sur la protection internationale des réfugiés, la coexistence des libertés, des cultures et des religions et sur la politique du livre en français.

Renouvellement des instances dirigeantes:

Enfin, l'APF a procédé au renouvellement de l'ensemble de ses instances et a porté à sa présidence pour les deux années à venir M. Guy Nzouba Ndama, Président de l'Assemblée nationale du Gabon. Elle a égale-

ment élu à sa première Vice-présidence M. Michel Bissonnet, Président de l'Assemblée nationale du Québec, et a reconduit M. Jos Scheuer, Vice-Président de la Chambre des Députés, dans ses fonctions de Trésorier international.

Le parlement Francophone des Jeunes (PFJ)

La 4e Session du PFJ a réuni une soixantaine de jeunes de l'espace francophone. Les textes qu'ils ont adoptés ont été transmis aux parlementaires à l'occasion d'une séance d'échanges qui a donné lieu à un dialogue fructueux. Ces textes seront soumis au prochain Sommet des Chefs d'État et de Gouvernements de la Francophonie à Québec.

4) Par lettre du 5 juillet 2007 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir à la Chambre des Députés le texte des documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 6 au 7 juin 2007:

Position sur la proposition de décision du Conseil et de la Commission concernant la conclusion du protocole à l'Accord de partenariat et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Fédération de Russie, d'autre part, pour tenir compte de l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne;

Résolution sur le projet de décision de la Commission établissant les documents de stratégie régionale et les programmes indicatifs régionaux pour le Mercosur et l'Amérique latine;

Résolution du 7 juin 2007 sur la feuille de route pour la poursuite du processus constitutionnel de l'Union;

Résolution sur la cinquième session du Conseil des Droits de l'Homme (CDH) des Nations unies;

Résolution sur le statut social des artistes.

D'Wuert huet elo den honorabelen Här Helmingier fir den Dépôt vun enger Proposition de loi.

2. Dépôt d'une proposition de loi

» M. Paul Helminger (DP). - Merci, Här President. Ech géif gär am Numm vu menge Kollege François Bausch, Claude Meisch a Camille Gira eng Proposition de loi depouner, déi engersäits d'Artikelen 169 an 173bis vum Gemengegesetz an deem Sënn ofännert, datt d'Gemenge solle ganz kloer d'Méiglechkeet kréien, fir ënner verschiddeenen Ëmstänn eng Comptabilité commerciale ze féieren, an anerersäits privatrechtliche Gesellschaften entweder bäizetrieden oder esou Gesellschaften ze kreéieren, souwäit et sech ëm Objeten handelt, déi am Intérêt communal sinn, haaptsächlech am Domän vun der Energie. An en drëten Artikel, deem den neien Artikel 10bis zum Statut vun de Gemengebeamte soll aféieren, deem et de Gemengen, sollte se da wielen, fir op de Wee vu privatrechtliche Gesellschaften ze goen, erméiglecht, fir Beamten a voller Wahrung vun hirem Statut, déi schonn an deem Secteur aktiv sinn, an esou Gesellschaften ze détachéieren.

- Proposition de loi N°5746

• modifiant la loi communale du 13 décembre 1988;

• modifiant la loi du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

» M. le Président. - Ech ginn lech Akt vum Dépôt vun dëser Proposition de loi, déi an d'Procédure législative weidergeleet gëtt. Den honorabelen Här Grethen wëllt d'Wuert, wat den Ordre du jour vun dëser Woch ubelaangt. Här Grethen!

3. Ordre du jour

» M. Henri Grethen (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Ordre du jour gesäit vir, dass mer en Donneschdeg de Moien als zweete Punkt de Projet 5366 sollten diskutéieren, dat ass dee Projet de loi mat deem verschidde Dispositiounen - nenne mer et emol salopp - vum Code

de la Route ëmgeännert ginn.

Här President, ech bedauern, net dass dee Projet um Ordre du jour steet, mä ech bedauern, Här President, dass net gläichzäiteg mat deem Projet och d'Proposition de loi, déi mäi Kollege Niki Bettendorf déposéiert hat den 20. Mee 2003, mat diskutéiert gëtt an dass déi net mat um Ordre du jour steet. An ech géif lech bieden, Här President, dass géif den Ordre du jour esou redresséiert ginn, dass d'Proposition de loi 5164 vum Niki Bettendorf géif mat op den Ordre du jour gesat ginn. Et ass elementar Héiflechkeet vis-à-vis vun engem Deputéierten, deem eng Proposition de loi gemaach huet, déi och an engem Projet de loi traitéiert gëtt, dass déi mat op den Ordre du jour kënnt.

Merci.

» Une voix. - Très bien.

» M. le Président. - Merci, Här Grethen. Wann de Wunsch no der elementarer Héiflechkeet éischter ausgedréckt gi wär, da wär dat wahrscheinlech elo de Fall. Da wär se um Ordre du jour. Well dat awer net de Fall ass, froen ech d'Chamber, ob se d'accord ass, dem Här Bettendorf seng Proposition op den Ordre du jour ze huelen.

(Assentiment)

Wann dat de Fall ass, dann ass déi um Ordre du jour a gëtt zesummen diskutéiert en Donneschdeg de Moie mat deenen anere Projeten.

Den Här Braz huet nach d'Wuert gefrot, fir eng Motioun ze déposéieren. Net fir se ze dévoppéieren, mä fir se ze déposéieren. Här Braz!

4. Dépôt d'une motion par M. Félix Braz

» M. Félix Braz (DÉI GRÉNG). - Merci, Här President. Mir wëllen als gréng Fraktioun eng Motioun déposéieren, an zwar uschlëssend un dem Statsminister Juncker seng Deklaratioun leschte Freiden um Briefing nom Regierungsrot, wou hie gesot huet, hie wär perséinlech der Meenung, dass de Mariage civil misst fir homosexuell Koppleen opgemaach ginn. Mir sinn der Meenung, dass sech d'Regierung soll doriwwer, an zwar ganz séier, eng Meenung maachen, als gesamt Regierung, an déposéieren an deem Sënn eng Motioun.

» M. le Président. - D'Motioun huet éreischt eng Ennerschrëft.

» M. Félix Braz (DÉI GRÉNG). - Wa Leit se wëllen ënnerstëtzen, soss ënnerstëtzen och meng Kollege Gira a Bausch se...

Motion

La Chambre des Députés,

considérant

- que Monsieur le Premier ministre a déclaré lors de la conférence de presse consécutive à la réunion du Conseil de Gouvernement du 6 juillet 2007 d'être d'avis qu'il fallait ouvrir le mariage civil aux couples homosexuels et que l'État doit éviter toutes les discriminations à l'égard des personnes homosexuelles;

- que l'élimination des discriminations doit être un souci permanent;

- que la déclaration de Monsieur le Premier ministre doit aboutir à une prise de position du Gouvernement;

invite le Gouvernement

- à arrêter sa position en la matière dans les meilleurs délais.

(s.) Félix Braz, Claude Adam, Henri Kox, Viviane Loschetter, Claude Meisch.

» M. le Président. - Sou, Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zu éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg. Dat ass de Projet de loi 5647, en Ofkommen iwwert déi grenziwwerscheidend Kooperatioun. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Angel. Här Angel!